

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2020

RÉSULTATS DE LA SIXIÈME ENQUÊTE EN LIGNE CONCERNANT L'ANNÉE 2020

Bern/Lausanne, Septembre 2022

SANTÉ SEXUELLE SUISSE remercie tous les centres et services spécialisés qui ont participé à l'enquête en ligne menée dans le cadre du monitoring de la santé sexuelle en Suisse en 2020.

Bern/Lausanne, septembre 2022

IMPRESSUM

Auteure: Céline Berset

celine.berset@sexuelle-gesundheit.ch

Accompagnement scientifique: Christine Sieber

christine.sieber@sexuelle-gesundheit.ch

Relecture scientifique: Caroline Jacot-Descombes

caroline.jacot-descombes@sexuelle-gesundheit.ch

Traduction française: Anita Cotting

Relecture de la traduction: Erika Portay

Graphisme: nach morgen

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2020

SOMMAIRE

1 Introduction au monitoring	4
1.1 Rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	4
1.2 Buts du monitoring	4
1.3 Méthodologie	5
2 Synthèse des résultats	6
2.1 Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5	6
2.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire	7
3 Centres de consultation invités à participer à l'enquête	8
3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	8
3.2 Autres services spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle	9
4 Domaine Grossesse	10
4.1 Conseil en matière de grossesse	10
4.2 Interruption de grossesse	13
4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	13
5 Domaine Contraception, Contraception d'urgence	14
5.1 Conseils dans le domaine de la prévention des grossesses	14
5.2 Accès à la contraception d'urgence	16
6 Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)	18
6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles	18
6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles	20
7 Domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle	22
7.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire	22
7.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)	27
8 Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	32
9 Annexe – Liste des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne 2020	35

1 Introduction au monitoring

1.1 Rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (ci-après SSCH) est l'organisation faitière des centres de conseil, des services d'éducation sexuelle, des organisations professionnelles ainsi que des spécialistes du domaine de la santé sexuelle et reproductive et du domaine de l'éducation sexuelle, exerçant en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour la mise en œuvre du programme national de prévention du VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI) ainsi que de la loi fédérale RS 857.5 et de son ordonnance d'application¹. SSCH s'engage au niveau national et international pour une éducation sexuelle holistique ainsi que pour la promotion et le respect des droits sexuels. Elle est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

SSCH s'engage en Suisse pour l'accès de tous à des prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité des prestations et soutient ses membres dans la mise en œuvre de leur mandat.

1.2 Buts du monitoring

Le monitoring vise à fournir des informations quantitatives dans des domaines spécifiques de la santé sexuelle et à donner ainsi une plus grande visibilité aux prestations fournies par les organisations membres.

- * Le monitoring documente une partie des prestations et des domaines d'activité des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par la loi fédérale.
- * Il renseigne sur les prestations du domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire², fournies par les centres et services spécialisés en santé sexuelle.
- * Il contribue également, par le biais des données quantitatives qui auront été recueillies, à l'élaboration des rapports que SSCH est tenue de livrer régulièrement aux organisations nationales et internationales dont elle mandataire ou partenaire.

Ce rapport présente l'évaluation des données de l'année 2020 et constitue ainsi le sixième rapport de monitoring publié par SSCH.³ Les chiffres comparatifs des années précédentes sont présentés ici entre crochets [xxx].

¹ Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 du 9 octobre 1981. Ordonnance 857.51 du 12 décembre 1983

² Sur la base de ces informations, le site www.sexualaufklaerung-schule.ch/web.php/1/fr est actualisé une fois par année.

³ Tous les rapports «Monitoring de la santé sexuelle en Suisse» sont disponibles sur: [Monitoring des centres de santé sexuelle | Santé Sexuelle Suisse \(sante-sexuelle.ch\)](http://Monitoring_des_centres_de_santé_sexuelle_Santé_Sexuelle_Suisse(sante-sexuelle.ch))

1.3 Méthodologie

L'enquête a été réalisée au moyen de l'outil de sondage KoboToolbox. L'outil informatique a été mis à disposition du 31.10.2021 au 31.12.2021 pour la saisie des données de l'année 2020⁴. L'évaluation des données a eu lieu au cours du premier semestre 2022. Le monitoring est conduit une fois par année.

Ont été invités à participer au monitoring 2020:

73 centres de consultation en matière de grossesse reconnus (selon la loi fédérale RS 857.5) pour les domaines suivants:

- Grossesse
- Contraception / Contraception d'urgence
- Infections sexuellement transmissibles
- Groupe-cible Hommes
- Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

24 autres services spécialisés, intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle pour les domaines suivants:

- Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle (22 centres)
- Grossesse et conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal (2 centres)

Les données ont été regroupées et assemblées pour donner une image de l'ensemble de la Suisse, ainsi que des régions linguistiques (Suisse alémanique et latine).

Les évaluations du monitoring de la santé sexuelle en Suisse n'englobent pas l'ensemble des questions traitées par les centres de consultation en matière de grossesse et ne représentent ainsi pas l'offre complète de prestations⁵. Le monitoring prend en compte les domaines et prestations relevant de la loi fédérale ou de mandats, ainsi que les prestations requises pour l'établissement des rapports destinés aux organisations partenaires nationales et internationales d'importance. Concernant le domaine de l'éducation sexuelle, en plus des centres de consultation en matière de grossesse, d'autres services spécialisés figurant au répertoire des centres⁶ ont également été intégrés à l'enquête (voir tableau 1).

⁴ Un hôpital n'a livré ses données que le 25.01.22.

⁵ Selon les mandats attribués par les cantons, les centres de consultation en matière de grossesse proposent encore d'autres prestations que le conseil en matière de grossesse défini par la loi fédérale RS 857.5. Exemples: conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant inassouvi, stérilité, etc.

⁶ Répertoire des centres de santé sexuelle: www.sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil

Tableau 1: Participation des centres et services invités, par domaine thématique, 2020

	Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	Autres services	Total
Centres invités	73 dont 64 prestataires dans le domaine de la contraception)	24	97
Participation	67 (dont 58 prestataires dans le domaine de la contraception)	22	89
Retours par domaine thématique			
Grossesse	67	2	69
Contraception	56	1 ⁷	57
IST	42	pas invités	42
Éducation sexuelle	48	20	68

2 Synthèse des résultats

2.1 Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5

- * En 2020, le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse est de 73.
- * Le taux de retours est légèrement plus élevé que celui de l'année précédente: 67 centres sur 73 ont participé à l'enquête en ligne, soit plus de 92 % [2019: 89 %].
- * Le nombre de personnes directement concernées (dossiers) par le domaine de la grossesse est resté comparable à celui de 2019, soit 21.458 [2019: 21.611]. Cela mérite d'être souligné, car le fonctionnement des centres a été rendu plus difficile en 2020 en raison des mesures liées à la pandémie du Covid.
- * Par rapport au total des personnes directement concernées par la grossesse, le taux des adolescentes enceintes de moins de 16 ans demeure à un faible niveau, soit à 0,4 % [2019: 0,4 %].
- * En 2020, 16.508 personnes directement concernées ont bénéficié de conseils en contraception [2019: 21.184]. La nette diminution dans ce domaine indique que les consultations de conseil en contraception n'étaient pas prioritaires durant la pandémie.

⁷ Seuls les centres de consultation en matière de grossesse reconnus sont pris en compte dans l'évaluation.

- * 57 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent au moins un moyen de contraception [2019: 42 %]. Parmi ces centres, 80 % délivrent des préservatifs masculins gratuitement ou à prix réduit.
- * 61% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé au monitoring indiquent proposer au moins une méthode de contraception d'urgence. L'ensemble de ces centres propose une contraception d'urgence hormonale et 59% proposent la pose d'un dispositif intra-utérin DIU (stérilet) d'urgence.
- * La tendance à disposer d'un large éventail de tests IST s'est clairement confirmée en 2020. 88 % des centres proposant le dépistage des IST proposent les tests dits des «Big Five» [2019: 82 %].
- * Comme les années précédentes, 34 % des centres ayant participé au monitoring proposent le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible [2019: 33 %].
- * Les demandes de conseil en matière de «contraception masculine» ont été recensées pour la première fois. 23 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, prestataires dans le domaine de la contraception, ont mené 40 consultations au total.

2.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire

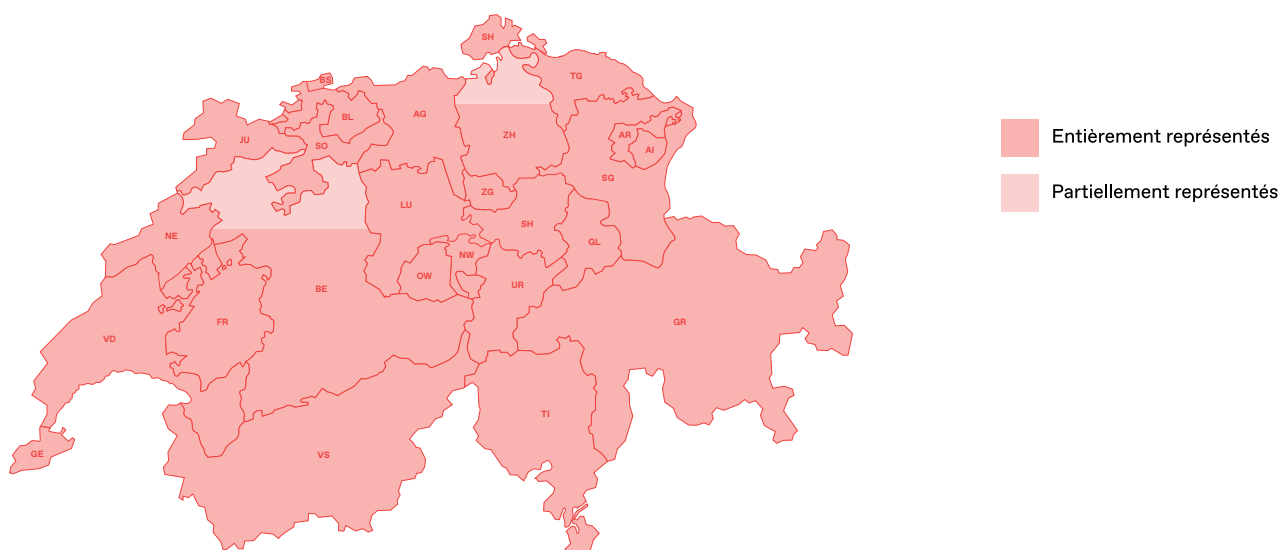
- * Le monitoring 2020 fait état de 68 centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. 49 d'entre eux interviennent en milieu scolaire et 51 en milieu extrascolaire.
- * 147.294 enfants, adolescent.es ou jeunes adultes ont bénéficié de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2019: 157.666]. Les effets de la pandémie du Covid se sont clairement fait sentir.
- * Les quatre principaux thèmes traités par les centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire sont les mêmes que ceux des années 2016 à 2019: l'éducation sexuelle générale, la prévention du VIH et des IST, les questions liées aux relations, à l'amour et à l'amitié, l'orientation sexuelle et la diversité sexuelle. Nouvellement, on peut encore y ajouter la santé reproductive.
- * En 2020, le nombre des centres proposant l'approche par les pairs en milieu scolaire et extrascolaire a légèrement augmenté.

3 Centres de consultation invités à participer à l'enquête

3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus

À fin 2020, le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 73. Ces centres ont été invités à répondre à l'ensemble du questionnaire, y compris le domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle.

Le taux de retours est légèrement supérieur à celui de l'année dernière: 67 centres sur 73, soit 92 % des centres de consultation en matière de grossesse en Suisse, ont pris part à l'enquête en ligne [2019: 89 %, 2018: 81 %, 2017: 81 %]. L'enquête a été complétée par des centres établis dans 22 cantons et comprend les résultats des 26 cantons⁸. Tous les cantons sont ainsi représentés dans le monitoring 2020, directement ou indirectement, par le biais de leurs centres mandatés. Deux cantons ne sont pas représentés de manière complète, l'enquête n'ayant pas été complétée par tous les centres invités (voir ill. 1).



III. 1: Représentation cantonale de la participation des centres de consultation en matière de grossesse reconnus au monitoring 2020 (n=73)

Entièrement représentés, 24 cantons: AG (1 sur 1), AI/AR (sous SG), BL (2 sur 2), BS (1 sur 1), FR (2 sur 2), GE (1 sur 1), GL (1 sur 1), GR (1 sur 1), JU (3 sur 3), LU (1 sur 1), NE (2 sur 2), NW/OW (sous LU), SG (4 sur 4), SH (1 sur 1), SO (4 sur 4), SZ (2 sur 2), TG (1 sur 1), TI (4 sur 4), UR (1 sur 1), VD (18 sur 18), VS (5 sur 5), ZG (1 sur 1)

Partiellement représentés, 2 cantons: BE (5 sur 7), ZH (6 sur 10)

⁸ Les 4 demi-cantons AI, AR, ainsi que NW et OW sont compris dans les données de SG et LU.

3.2 Autres services spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle

3.2.1 Autres services spécialisés dans le domaine de l'éducation sexuelle

Ont également été invités à participer à l'enquête en ligne, 22 autres services de santé sexuelle figurant au répertoire des centres de santé sexuelle et proposant des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle [2019: 21, 2018: 21]. Ces centres étaient invités à répondre uniquement aux questions du domaine «Éducation sexuelle/Formation en santé sexuelle». Des 22 centres invités, 20 d'entre eux, soit 91 % [2019: 62 %, 2018: 81 %, 2017: 75 %] ont complété le questionnaire en ligne concernant l'éducation sexuelle.

3.2.2 Autres services spécialisés dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

De plus, 2 autres services reconnus par le canton de Zurich comme centres de consultation spécialisés en information et conseil en diagnostic prénatal ont participé à l'enquête⁹. L'un d'eux propose également du conseil en matière de grossesse et de contraception.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 3: Domaine Centres de consultation en matière de grossesse

Base légale des centres de consultation en matière de grossesse: la loi fédérale RS 857.5 du 9.10.1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse ainsi que l'ordonnance d'application RS 857.51 du 12.12.1983.

Le taux de retours des centres de consultation en matière de grossesse continue d'être en hausse en 2020. Ce fait est réjouissant, même s'il est un peu surprenant, étant donné que la saisie des données a eu lieu en 2021, durant la deuxième année du coronavirus. Pour la première fois, nous disposons de données émanant de l'ensemble des cantons. Tous les centres et services établis ont pris part à l'enquête, sauf dans deux cantons. Certaines questions n'ont été complétées que partiellement, mais le taux de retours constitue un facteur important pour l'évaluation des données. Sachant que participer à l'enquête du monitoring annuel requiert un temps précieux de la part des centres et services, SSCH les remercie d'avoir répondu minutieusement au catalogue de questions qui leur était soumis.

⁹ Centre spécialisé 1: appella - conseil téléphonique et en ligne, Centre spécialisé 2: Association pour le conseil global et l'information critique en diagnostic prénatal

4 Domaine Grossesse

4.1 Conseil en matière de grossesse

L'outil d'enquête recueille les données concernant les consultations en matière de grossesse et les personnes bénéficiaires¹⁰. Une distinction est faite entre les personnes directement concernées (dossiers) et les personnes bénéficiaires (personnes directement concernées, y compris les personnes accompagnantes). Du total des 73 centres de consultation en matière de grossesse reconnus invités à participer à l'enquête et des 2 autres centres spécialisés prestataires dans le domaine du diagnostic prénatal (75), le chapitre suivant présente les réponses des 67 centres de consultation en matière de grossesse reconnus et des 2 services spécialisés (69) qui y ont participé.

Les données portent sur trois domaines:

- * Le conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, grossesses ambivalentes, tests de grossesse, etc. ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement
- * Le conseil psychosocial aux adolescentes de moins de 16 ans
- * Le conseil indépendant en diagnostic prénatal aux femmes enceintes

Ces trois domaines sont détaillés aux chapitres 4.1.1 à 4.1.3.

En 2020, 21.458 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié de conseils dans ces trois domaines [2019: 21.611]¹¹. Au total, ce sont 21.982 personnes, directement concernées et accompagnantes, qui ont bénéficié de conseils [2019: 23.242]. Si, en cas de données manquantes, on évalue approximativement le nombre de dossiers à l'aide du nombre de personnes, ce sont 22.312 personnes directement concernées qui ont bénéficié de conseils en 2020. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de personnes (personnes directement concernées et personnes accompagnantes) à l'aide du nombre de dossiers, on obtient un total de 32.505 personnes qui ont pu bénéficier de conseils.

Mode de calcul: Dans les groupes de données où des indications ont été fournies à la fois sur le nombre de bénéficiaires et sur le nombre de personnes directement concernées (dossiers), on compte une moyenne de xx personnes bénéficiaires (personnes accompagnantes comprises) pour 1 personne directement concernée. Cette valeur moyenne a été utilisée pour extrapoler les données, là où les réponses concernant le nombre de bénéficiaires étaient manquantes. Dans les chapitres suivants, la valeur moyenne ayant servi de base de calcul est toujours mentionnée. (*Le tableau 2 présente les*

¹⁰ Le total des consultations n'a pas pu être évalué en raison de données incomplètes.

¹¹ Consultations en face à face au centre et à l'extérieur du centre, consultations téléphoniques, consultations par mail, etc.

données obtenues sur le nombre de dossiers et de bénéficiaires, personnes accompagnantes comprises, avec et sans extrapolation, par domaine thématique.)

4.1.1 Conseil psychosocial, conseil social en matière de grossesse

Les indications suivantes concernent le conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, aux grossesses ambivalentes, aux tests de grossesse, etc. ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement.

En 2020, 20.359 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié d'une consultation [2019: 20.276, 2018: 20.419, 2017: 16.058]. Au total, ce sont 21.072 personnes (directement concernées et personnes accompagnantes) qui ont pu bénéficier de conseils [2019: 21.235]. Si, en cas de données manquantes, on évalue approximativement le nombre de dossiers à l'aide du nombre de personnes, ce sont 21.198 personnes directement concernées qui ont bénéficié de conseils en 2020. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de personnes (personnes conseillées et personnes accompagnantes) à l'aide du nombre de dossiers, on obtient un total de 31.106 personnes bénéficiaires (valeur moyenne 1,46).

4.1.2 Conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Selon l'enquête en ligne, 66 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2019: 85]. Au total, 104 personnes [2019: 97] ont assisté aux consultations. Si, en cas de données manquantes, on évalue approximativement le nombre de dossiers à l'aide du nombre de personnes, ce sont 78 adolescentes de moins de 16 ans qui ont bénéficié de conseils en 2020. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de personnes (personnes conseillées et personnes accompagnantes) à l'aide du nombre de dossiers, on obtient un total de 113 personnes présentes aux consultations (valeur moyenne 1,41).

Par rapport au total des personnes directement concernées par la grossesse, les adolescentes enceintes de moins de 16 ans représentaient à peine 0,4 % [2019: 0,4 %]¹². Le pourcentage des adolescentes enceintes de moins de 16 ans est donc identique à celui l'année précédente et demeure faible ces dernières années (voir *ill. 2*).

4.1.3 Conseil indépendant en matière d'analyses prénatales

À l'exception d'un canton, tous les centres de consultation en matière de grossesse disposent d'un mandat pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales¹³. En 2020, 1.033 personnes directement concernées [2019: 1.250] ont bénéficié de conseils. Au total, 806 personnes ont bénéficié

¹² Base de calcul: dossiers «adolescentes enceintes de moins de 16 ans» avec extrapolation, « total des dossiers» avec extrapolation.

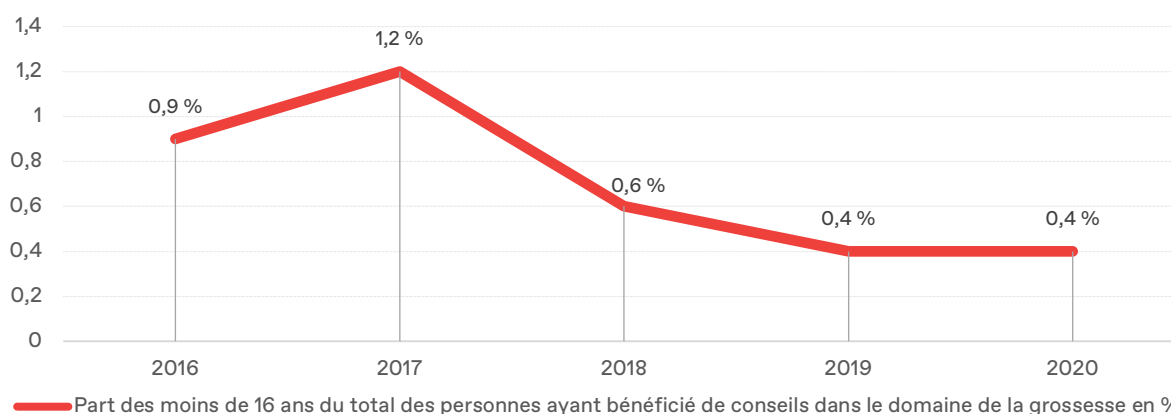
¹³ Base légale: loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17.

de conseils ¹⁴ [2019: 1.910]. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de personnes (bénéficiaires et personnes accompagnantes) à l'aide du nombre de dossiers, on obtient un total de 1286 personnes présentes lors des consultations (valeur moyenne 1,21).

Tableau 2: Aperçu de l'ensemble des personnes bénéficiaires de conseils en matière de grossesse (avec ou sans extrapolation), 2020 (n=69)

	Dossiers (personnes directement concernées)	Bénéficiaires (personnes accompagnantes comprises)
Conseil en matière de grossesse ¹⁵	21.198 personnes sans extrapolation: 20.359 personnes	31.106 personnes sans extrapolation: 21.072 personnes
Adolescentes enceintes moins de 16 ans	78 personnes sans extrapolation: 66 personnes	113 personnes sans extrapolation: 104 personnes
Conseil indépendant en matière d'analyses prénatales	1.036 personnes sans extrapolation: 1033 personnes	1.286 personnes sans extrapolation: 806 personnes
Total	22.312 personnes sans extrapolation: 21.458 personnes	32.505 personnes sans extrapolation: 21.982 personnes

III. 2: Pourcentage des adolescentes enceintes de moins de 16 ans par rapport au total des personnes ayant bénéficié de conseils dans le domaine de la grossesse, 2016–2020



Exemple de lecture: Par rapport au total des personnes directement concernées par la grossesse, les adolescentes enceintes de moins de 16 ans représentaient 0,9 % en 2016.

¹⁴ En chiffres absolus, le taux de retours a entraîné une baisse du nombre de personnes bénéficiaires par rapport aux personnes directement concernées (dossiers), raison pour laquelle, dans ce cas en particulier, le chiffre extrapolé est plus pertinent.

¹⁵ Conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, grossesses ambivalentes, tests de grossesse etc. ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement.

4.2 Interruption de grossesse

69 centres ont répondu à la question de savoir s'ils pratiquaient eux-mêmes des interruptions de grossesse dans leur centre ou au sein de leurs structures. Comme les années précédentes, 25 % des centres (17 sur 69) ont pratiqué des interruptions de grossesse dans leur propre centre ou au sein de leurs structures [2019: 25 %, 2018: 23 %, 2017: 23 %]. Tous ces centres pratiquent aussi bien des interruptions de grossesse chirurgicales que médicamenteuses.

4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

Tous les centres cités sous 4.2 (17 sur 17) indiquent prendre également en charge les personnes en cas d'interruption de grossesse incomplète.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 4: Domaine Grossesse

De nombreux centres de consultation recensent le nombre de personnes bénéficiaires, mais pas le nombre de consultations. Ces données étant incomplètes, il n'a pas été possible de faire état du nombre de consultations en 2020.

De manière générale, on peut dire que le nombre de personnes bénéficiaires est resté stable et comparable à celui des années précédentes. Ce fait mérite d'être relevé, étant donné le fonctionnement restreint des centres de consultation en 2020, en raison des mesures sanitaires du Covid. Malgré les difficultés liées au confinement, ils sont restés atteignables.

5 Domaine Contraception, Contraception d'urgence

5.1 Conseils dans le domaine de la prévention des grossesses

5.1.1 Conseil en contraception

Tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent également le conseil en contraception¹⁶. Ces conseils sont disponibles gratuitement dans les cantons pris en compte dans l'enquête en ligne (à quelques exceptions près dans le canton de ZH et dans un centre du canton de Berne). Les réponses aux questions concernant la contraception ont été fournies par 88% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus et prestataires dans le domaine de la contraception (56 sur 64)¹⁷. Les pourcentages indiqués au chapitre 5 se réfèrent aux centres de consultation en matière de grossesse reconnus qui ont participé et fourni des données dans le domaine du conseil en matière de contraception (n=56)¹⁸.

En 2020, 16.508 personnes directement concernées ont bénéficié d'un conseil en contraception [2019: 21.184, 2018: 19.812]. En incluant les personnes accompagnantes, 14.959 personnes ont bénéficié de conseils en matière de contraception (voir tableau 3)¹⁹. Si, en cas de données manquantes, on évalue approximativement le nombre de dossiers à l'aide du nombre de personnes, ce sont 16'682 personnes directement concernées qui ont bénéficié de conseils en 2020. Si l'on extrapole le nombre de personnes (personnes directement concernées et personnes accompagnantes) à l'aide du nombre de dossiers, on obtient un total de 20.291 personnes bénéficiaires de conseils (valeur moyenne 1,19).

Tableau 3: Aperçu des personnes ayant bénéficié de conseils dans le domaine de la contraception (avec et sans extrapolation), 2020 (n=56)

	Dossiers (personnes directement concernées)	Bénéficiaires (personnes accompagnantes comprises)
Conseil en contraception	16.682 personnes sans extrapolation: 16.508 personnes	20.291 personnes sans extrapolation: 14.959 personnes

¹⁶ Ne sont pas compris ici, les 9 centres du canton de VD (Fondation PROFA, conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Tous les autres centres du canton de VD proposent également du conseil en contraception.

¹⁷ Trois centres de consultations en matière de grossesse reconnus n'ont fourni aucune indication concernant le domaine de la contraception.

¹⁸ Il n'est pas possible d'évaluer le total des consultations, en raison de données incomplètes.

¹⁹ En chiffres absolus, le taux de retours a entraîné une baisse du nombre de personnes bénéficiaires de conseils par rapport aux personnes directement concernées (dossiers), raison pour laquelle, dans ce cas en particulier, le chiffre extrapolé est plus pertinent.

5.1.2. Conseil en contraception masculine

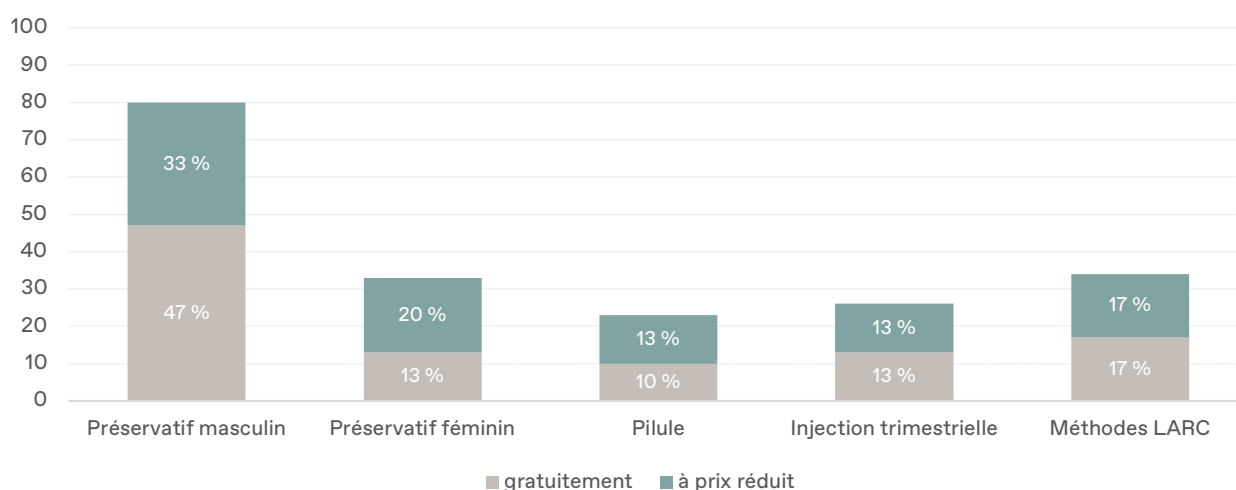
Le nombre de consultations en matière de contraception masculine a été recensé pour la première fois en 2020. 23 % des centres (13 sur 56) ont indiqué avoir mené des consultations en matière de contraception masculine²⁰. Ces 13 centres ont au total mené 40 consultations dans ce domaine.

5.1.3. Moyens de contraception délivrés

Dans 57 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (36 sur 56), au moins un moyen de contraception était disponible. 64 % d'entre eux (23 sur 36) [2019: 42] ont délivré des contraceptifs hormonaux. La pilule était disponible dans 65 % (15 sur 23) des centres délivrant des contraceptifs hormonaux.

83 % des centres qui délivrent des moyens de contraception proposent des contraceptifs à prix réduit ou gratuitement (30 sur 36). Parmi eux, 80 % indiquent que les préservatifs masculins sont disponibles gratuitement au centre de consultation, ou à prix réduit [2019: 85 %²¹] et 33 % que les préservatifs féminins sont également disponibles gratuitement ou à prix réduit [2019: 33 %²²] (voir ill. 3).

Ill. 3: Moyens de contraception délivrés dans les centres de consultation qui les proposent gratuitement ou à prix réduit en %, (n=30).



Exemple de lecture: Les méthodes LARC²³ sont disponibles dans 34% des centres de consultation en matière de grossesse proposant des moyens de contraception gratuitement ou à prix réduit.

²⁰ Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: AG, BE, GE, SH, VD, ZG

²¹ Chiffre modifié: comparé au rapport 2019, le taux a été calculé sur la base du nombre de centres qui ont remis des moyens de contraception gratuitement ou à prix réduit.

²² Chiffre modifié: comparé au rapport 2019, le taux a été calculé sur la base du nombre de centres qui ont remis des moyens de contraception gratuitement ou à prix réduit.

²³ Long-Acting Reversible Contraception LARC: dispositif intra-utérin DIU ou implant

Hormis un centre de consultation, tous les autres centres ont pu fournir des données sur les groupes de personnes bénéficiaires (29 sur 56). Selon 41 % de ces centres, les bénéficiaires sont des personnes vulnérables en situation de précarité (12 sur 29). Les préservatifs masculins sont le plus souvent mis à disposition de tous les groupes de personnes, dans les centres de consultation, ou sont remis sur demande.

5.2 Accès à la contraception d'urgence

Dans 61 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, au moins une méthode de contraception d'urgence était proposée (34 sur 56) [2019: 53 %, 2018: 54 %, 2017: 59 %]. De ces 34 centres, tous indiquent remettre la contraception d'urgence hormonale et dans 59 % des centres, il était possible d'obtenir la pose d'un dispositif intra-utérin DIU (stérilet) d'urgence (20 sur 34)²⁴ [2019: 57 %, 2018: 34 %, 2017: 34 %].

79% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (27 sur 34) indiquent proposer la contraception d'urgence gratuitement ou à un prix réduit [2019: 80 %]. Des tarifs réduits ont été pratiqués dans 22 centres pour la remise de la contraception d'urgence hormonale [2019: 28 centres] et dans 15 centres, pour la pose d'un dispositif intra-utérin DIU (stérilet) d'urgence [2019: 1]²⁵. Dans 7 centres, la contraception d'urgence hormonale a été remise gratuitement²⁶. Il convient de mentionner ici que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus peuvent bénéficier d'un tarif spécial du fabricant d'UPA et de LNG (produit original), négocié par SSCH. De plus, la prestation de conseil est gratuite auprès des centres. Ainsi, les tarifs des centres devraient être dans tous les cas plus avantageux que ceux appliqués par les pharmacies.

À l'exception d'un centre de consultation, les données concernant les groupes de personnes ayant bénéficié d'avantages ont pu être recueillies (26 sur 34). Les 26 centres indiquent que tous les groupes de personnes peuvent bénéficier d'avantages. 35 % d'entre eux (9 sur 26) répondent avoir principalement fourni gratuitement la contraception d'urgence à des groupes de personnes vulnérables.

²⁴ Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE, BS, FR, VD, ZH

²⁵ Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE (Bienne), FR, TI, VD

²⁶ Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE (Bienne), NE, TI



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine Contraception

Le nombre de consultations en matière de contraception a fortement diminué, ce qui s'explique par la fermeture des centres au printemps 2020, en raison de la pandémie, et par une demande de consultations moins importante. Concernant la contraception d'urgence, certains centres de consultation ont collaboré plus étroitement avec les pharmacies situées à proximité. Ils ont ainsi pu continuer à garantir l'accès à la contraception d'urgence.

Les consultations dans le domaine de la contraception masculine ont fait l'objet d'un premier recensement. Il est réjouissant de constater que 40 consultations ont été menées dans ce domaine. Dans le but d'améliorer la comparabilité des chiffres, SSCH demandera lors du monitoring 2021 de recenser le nombre de bénéficiaires (dossiers), personnes accompagnantes comprises. Au vu de la campagne médiatique sur la contraception masculine menée en 2022 et du vif intérêt qu'elle a suscité, SSCH part du principe que l'intérêt pour la contraception masculine va aller grandissant.

Contraception d'urgence:

Durant le premier confinement, grâce à la collaboration avec les pharmacies, certains centres de consultation ont obtenu que la contraception d'urgence soit accessible aux jeunes à des tarifs réduits, malgré la fermeture des centres.

Alors qu'en 2019, un seul centre indiquait avoir délivré le dispositif intra-utérin DIU (stérilet) d'urgence à un tarif réduit, ils étaient 15 en 2020. Même s'il n'est pas possible de l'expliquer clairement, cette importante augmentation est réjouissante.

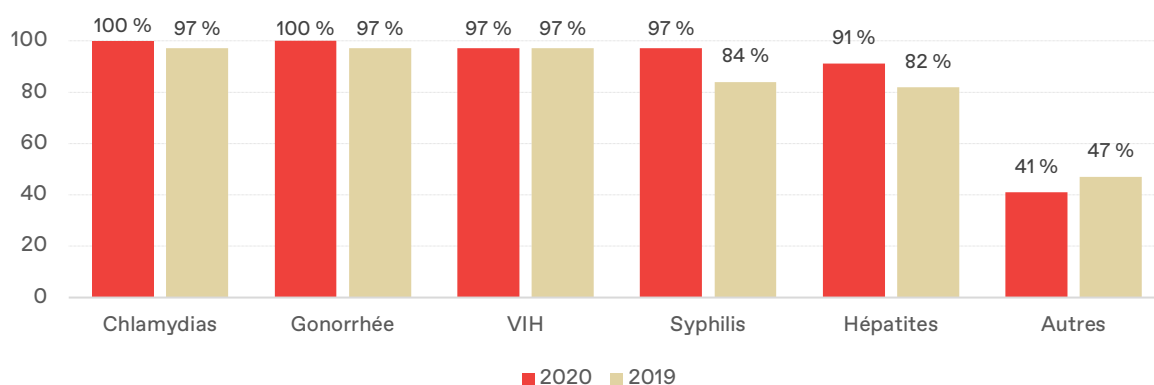
6 Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)

L'outil d'enquête a recueilli l'ensemble des données concernant les infections sexuellement transmissibles (IST). Des 67 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête, 63 % d'entre eux indiquent proposer des prestations de conseil dans le domaine des IST, 51 % proposent une offre de dépistage [2019: 53 %, 2018: 54 % 2017: 56 %].

6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles

La question portait sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five», soit VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée et chlamydias. Tous les centres proposant une offre de dépistage ont effectué des tests de chlamydias et gonorrhée (34 sur 34). 97 % ont en plus testé le VIH et la syphilis (33 sur 34) et 91 % les hépatites (31 sur 34). 41 % des centres proposent d'autres dépistages d'infections sexuellement transmissibles. Ont été mentionnés, les tests concernant les ureaplasma, les mycoplasma, les trichomonas et le papillomavirus. Deux centres indiquent avoir pu effectuer le dépistage des IST en collaboration avec un laboratoire externe.

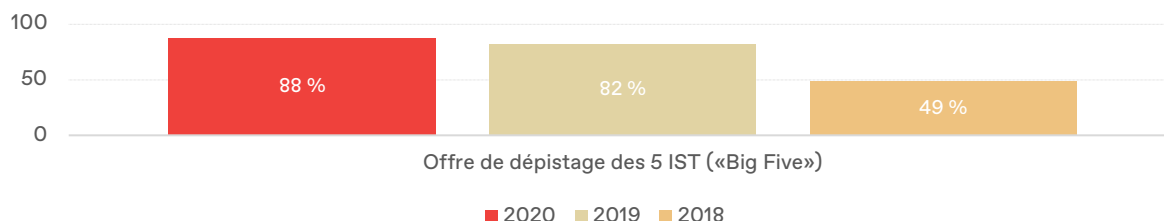
Ill. 4: Centres proposant le dépistage des IST, 2020. Par IST. En % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposant le dépistage des IST, en comparaison avec l'année dernière (n=34)



Exemple de lecture: 97 % des centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST proposent le dépistage de la syphilis. En comparaison avec l'année dernière, on constate une augmentation de 13 %.

On peut ainsi conclure que dans les centres de consultation en matière de grossesse qui proposent une offre de dépistage, il est généralement possible d'effectuer des tests pour au moins quatre IST différentes, voire cinq dans la plupart des cas (30 sur 34). La tendance à proposer une offre de dépistage élargie, avec la possibilité de tester l'ensemble des «Big Five», s'est confirmée en 2020 (voir ill. 4). Avec 88 %, l'offre pour les «Big Five» a encore augmenté par rapport à l'année dernière [2019: 82 %, 2018: 49 %] (voir ill. 5).

III. 5: Tests proposés dans les centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST, en %, 2020 (n=34)



Exemple de lecture: 88 % des centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST proposent le dépistage de quatre IST différentes: VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis.

En chiffres absolus, 19.666 tests IST ont été effectués en 2020 [2019: 20.508, 2018: 12.354].

Toutefois, les centres n'ont pas tous enregistré les données complètes sur les tests IST qui ont été effectués (voir tableau 4). Les centres rattachés à des hôpitaux, notamment, ne livrent souvent pas de données à ce sujet. En général, les centres indépendants des hôpitaux fournissent davantage d'informations sur le nombre de tests IST effectués.

Tableau 4: Par IST: Nombre de centres ayant transmis des données sur le dépistage des IST, 2018-2020 (=34)

Type de test:	Année	Nombre de tests IST	Nombre de centres répondants	Données des centres en %
Chlamydias	2020	6.410	24	71 %
	2019	6.096	21	62 %
	2018	3.278	19	58 %
Gonorrhée	2020	4.908	24	71 %
	2019	3.857	21	62 %
	2018	2.211	19	58 %
VIH	2020	4.459	28	82 %
	2019	6.687	30	88 %
	2018	4.396	27	82 %
Syphilis	2020	2.648	24	71 %
	2019	2.711	21	63 %
	2018	1.905	20	61 %
Hépatites	2020	1.241	21	62 %
	2019	1.157	17	50 %
	2018	564	15	45 %

Exemple de lecture: En 2020, 24 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ont effectué un total de 6410 tests de chlamydias. 71 % des centres effectuant le dépistage des IST ont fourni des données.

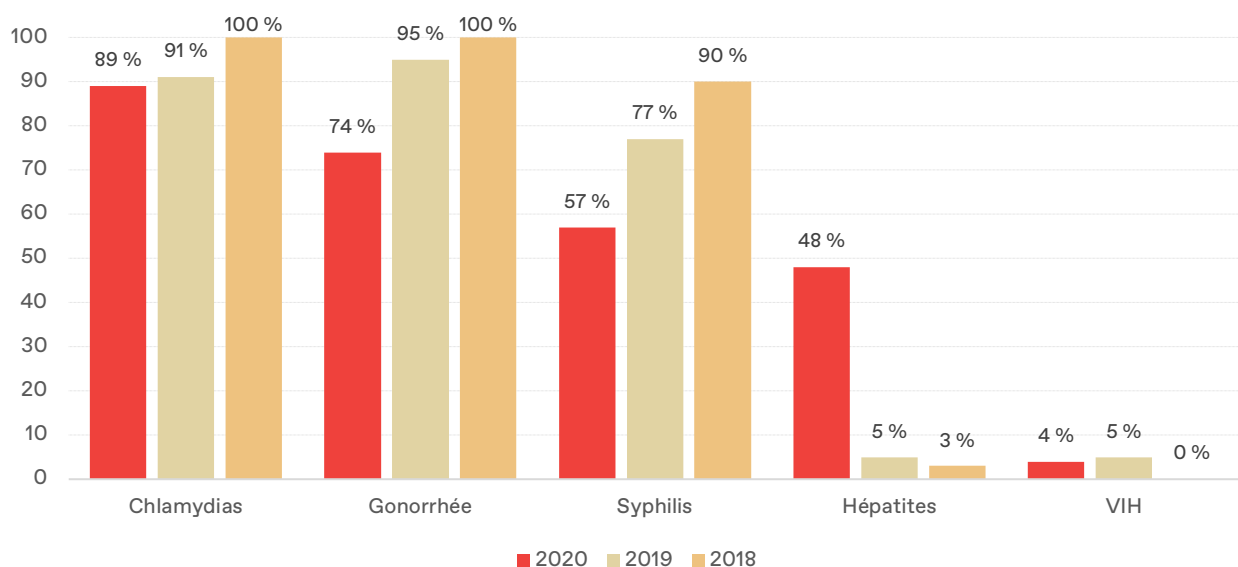
Alors que l'année précédente, 88 % des centres avaient fourni des informations sur les personnes, ils n'étaient plus que 68 % en 2020 (23 sur 34). En chiffres absolus, 6.794 personnes au total ont été testées dans les 23 centres qui ont fourni des informations sur les personnes. 62 % des centres ont en outre pu fournir des informations sur le sexe des personnes testées (21 sur 34). Selon les données de ces centres, 51 % des personnes sont enregistrées en tant que femmes, près de 49 % en tant qu'hommes et 0,04 % en tant que personnes non-binaires. En chiffres absolus, ce sont 2.581 femmes [2019: 4.089], 2.704 hommes [2019: 2.934] et 2 personnes non-binaires [2019: 0].

6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles

Du total des 67 centres reconnus, 34 % (23) centres proposent le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible [2019: 33 %, 2018: 33 %, 2017: 34 %]. Les questions concernaient le traitement des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five», à savoir le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias. Il était nouvellement possible de mentionner d'autres IST traitées par le centre.

89 % des centres proposant le traitement des IST traitent les chlamydias et 74 % la gonorrhée. 57 % des centres indiquent traiter les infections de la syphilis et 48 % proposent le traitement des hépatites. Comme en 2019, le traitement du VIH était possible auprès de 4 % des centres (*voir ill. 6*). Sous la rubrique «autres IST», 4 % des centres ont mentionné le traitement des ureaplasma, mycoplasma et trichomonas, et 35 % ont indiqué traiter l'herpès génital.

III. 6: Centres proposant le traitement des IST, 2020. Par IST. En % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposant une offre de traitement, en comparaison avec les années 2018–2020 (n=23)



Exemple de lecture: En 2019, 91 % des centres proposant le traitement des IST ont traité les chlamydias.

Le monitoring 2020 n'est pas en mesure de fournir des indications sur le nombre de traitements effectués, ni sur le nombre de personnes traitées. Il semble que les centres de consultation en matière de grossesse, à quelques exceptions près²⁷, ne recensent pas le nombre de traitements effectués.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 6: Domaine Infections sexuellement transmissibles

Dépistage:

Il est réjouissant de constater que la tendance à proposer un large éventail de dépistages des IST continue d'augmenter.

Traitement:

Les centres de consultation proposant le traitement des chlamydias, de la gonorrhée et de la syphilis n'ont pas cessé de diminuer entre 2018 et 2020. Il convient d'observer si cette tendance à la baisse va se poursuivre. Le traitement de l'hépatite constitue quant à lui une exception. Les données sont en effet passées de 1 à 11 centres de consultation. À noter que la Fondation PROFA, avec ses 8 services, contribue grandement à cette forte augmentation. Depuis 2020, le traitement de l'hépatite C est proposé par le biais des centres de consultation en matière de grossesse et non plus uniquement par les services d'infectiologie.

Il est possible que les objectifs de l'association Hépatite Suisse visant l'élimination des hépatites, adoptés en 2019 par la Commission fédérale pour les questions liées aux infections sexuellement transmissibles (CFIST), aient trouvé ici une concrétisation. Ces dernières années, l'association Hépatite Suisse s'est concentrée sur la Suisse romande. L'augmentation enregistrée par la Fondation PROFA pourrait résulter de cette action. Il s'agit d'observer si cette tendance se poursuivra en 2021.

²⁷ Fondation ROFA – Consultation de santé sexuelle et Planning familial – Aigle, Centre de santé sexuelle et Planning familial La Chaux-de-Fonds, Zentrum für sexuelle Gesundheit Inselspital Bern

7 Domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle

Les 73 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que 22 autres services spécialisés en éducation sexuelle ont été invités à répondre au questionnaire de ce domaine thématique (voir tableau 1). Sur les 89 centres et services qui ont participé à l'enquête en ligne de l'année 2020, 68 d'entre eux ont indiqué fournir des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle, dont 72 % (49 sur 68) en milieu scolaire et 75 % (51 sur 68) en milieu extrascolaire.

38 d'entre eux proposent des interventions d'éducation sexuelle tant en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire, 11 interviennent uniquement en milieu scolaire et 13 uniquement en milieu extrascolaire.

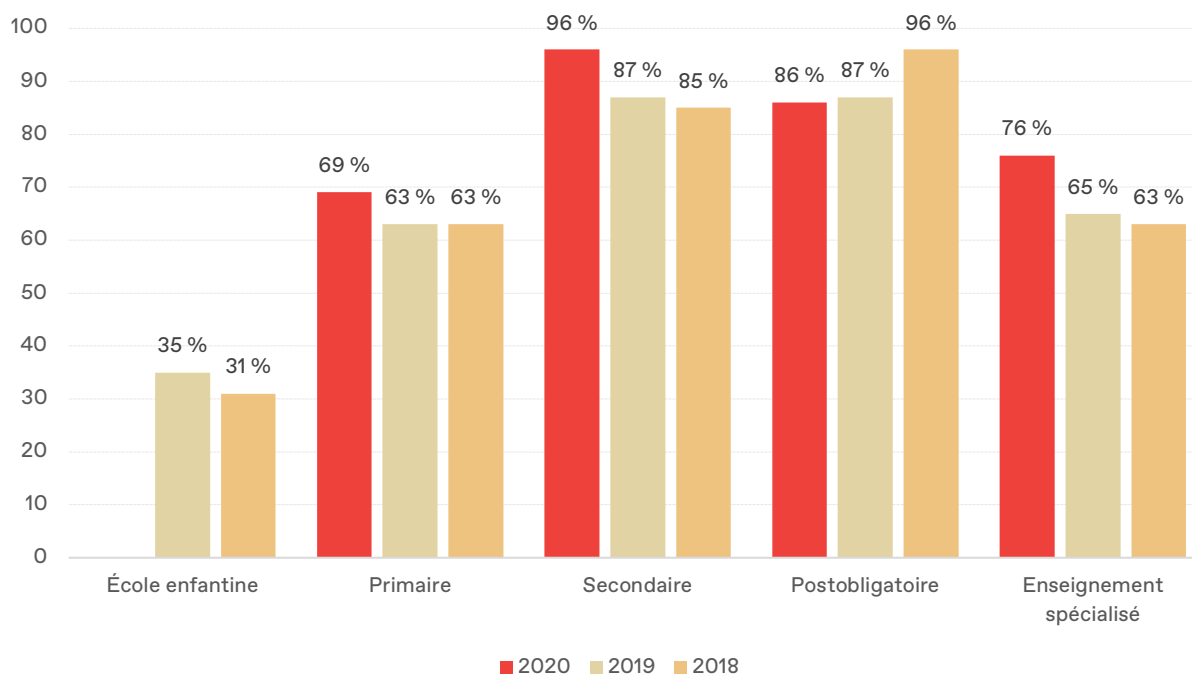
7.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire

7.1.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2020 confirme à nouveau que c'est au niveau de l'école infantine²⁸ que l'offre de prestations est la moins importante (voir ill. 7). 29 % des centres et services proposant des prestations en milieu scolaire interviennent au niveau de l'école infantine, et ce dans 6 cantons: FR, GR, JU, SG, TG, VS. L'année dernière, le canton de BL avait également répondu à cette question par l'affirmative. C'est au niveau secondaire avec 96 % [2019: 87 %] et au niveau postobligatoire avec 86 % [2019: 87 %] que les centres et services s'engagent de manière plus importante. 69 % d'entre eux [2019: 63 %] proposent des prestations au niveau primaire. Ce pourcentage n'a cessé d'augmenter depuis le début du monitoring, passant de 47 % en 2015 à 69 % en 2020. Au niveau de l'enseignement spécialisé, le taux des centres et services proposant une offre de prestations a également augmenté, passant de 45 % en 2015 à 76 % en 2020. 73 % des centres et services qui interviennent en milieu scolaire étaient au bénéfice d'un mandat (36 sur 49) [2019: 71 %].

²⁸ Par école infantine, on entend la première et la deuxième année scolaire (selon HARMOS). Comme la terminologie HARMOS n'est pas encore appliquée dans toute la Suisse, nous avons utilisé le terme d'école infantine.

III. 7: Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Comparaison en % avec 2020 (n 49), 2019 (n=46), 2018 (n=48)



Exemple de lecture: 69 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent avoir proposé en 2020 une offre au niveau primaire.

7.1.2 Prestations d'éducation sexuelle réalisées en milieu scolaire

Total des bénéficiaires d'éducation sexuelle en milieu scolaire: 90 % des centres et services²⁹ (44 sur 49) [2019: 87 %] ont fourni des données sur le total des bénéficiaires. Ce sont ainsi 147.294 enfants, adolescent-es ou jeunes adultes qui ont bénéficié de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (école enfantine, degré primaire, degré secondaire, école postobligatoire, y compris l'enseignement spécialisé). Deux centres ont indiqué uniquement le nombre de classes dans lesquelles ils étaient intervenus.

SSCH a donc opté pour un calcul du nombre de bénéficiaires à partir du nombre de classes. En prenant pour base une taille moyenne supposée de 19 personnes³⁰, il a été possible d'évaluer le nombre de bénéficiaires de ces deux centres. Le nombre des personnes ayant bénéficié de prestations d'éducation sexuelle en 2020 atteint ainsi le total de 147.731 [2019: 157.666, 2018: 161.519, 2017: 138.511]. 94 % des

²⁹ À l'exception des centres de consultation en matière de grossesse de Thoune, Burgdorf, Bienne, Lucerne (Elbe et S&X Zentralschweiz)

³⁰ Office fédéral de la statistique 2017: taille des classes à l'école obligatoire selon le degré de formation, 1990–2020

centres (46 sur 49) ont ainsi fourni des données soit sur le nombre de bénéficiaires (44), soit sur le nombre de classes (2).

La nette diminution du nombre d'élèves bénéficiaires s'explique par la fermeture des écoles au printemps 2020. Les interventions d'éducation sexuelle ont été suspendues et n'ont parfois repris qu'à partir de la nouvelle année scolaire, en septembre. Un grand nombre d'élèves de l'école obligatoire et postobligatoire n'ont donc pas pu bénéficier de prestations d'éducation sexuelle durant cette période.

Nombre de bénéficiaires par niveau: par manque de données, il n'a pas été possible d'évaluer le nombre total de bénéficiaires par niveau. Selon les indications de 18 % des centres, 2.932 enfants du niveau de l'école enfantine ont bénéficié d'éducation sexuelle, 50.577 enfants du niveau primaire (49 %), 42.371 adolescent-es du niveau secondaire (69 %), 25.252 jeunes de l'école postobligatoire (57 %) et 3.021 enfants et adolescent-es du domaine de l'éducation spécialisée par 51 % des centres et services (*voir tableau 4*).

Sexe des bénéficiaires: 43 % des centres et services ont pu fournir des indications concernant le sexe masculin ou féminin (21 sur 49), 8 % des centres et services ont en plus mentionné le nombre d'élèves non-binaires (4 sur 49). Ainsi, 49 % sont enregistrés sous féminin, 51 % sous masculin et 0,04 % sous non-binaires. En chiffres absolus, cela représente 23.705 élèves féminins [2019: 4.662], 24.396 élèves masculins [2019: 4.715] et 17 élèves non-binaires [2019: 2]

Tableau 4: Nombre de bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Chiffres obtenus en 2020 (sans extrapolation)

Niveau	Offre de prestations des centres répondants (n=49)	Nombre de bénéficiaires	Données des centres répondants
École enfantine	29 %	2.932	18 %
Primaire	69 %	50.577	49 %
Secondaire	96 %	42.396	69 %
Postobligatoire	86 %	25.252	57 %
Enseignement spécialisé	76 %	3.021	51 %

Exemple de lecture: En 2020, 69 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire sont intervenus au niveau primaire. 49 % ont fourni des données sur le nombre de bénéficiaires (total 50.577).

7.1.3. Cadres d'interventions de l'éducation sexuelle en milieu scolaire

65 % des centres et services (32 sur 49) ayant fourni des données concernant le cadre des interventions d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent l'école, exclusivement [2019: 52 %]. 31 % (15 sur 49) interviennent tant à l'école que dans leurs propres locaux [2019: 41 %]. 6 % (3 sur 49) indiquent d'autres lieux et contextes, tels que des séances Zoom, des foyers ou des restaurants [2019: 11 %]. Les cadres d'intervention mentionnés démontrent que durant l'année de la pandémie, les centres et services ont dû s'adapter de diverses manières afin de pouvoir continuer à remplir leur mandat auprès des élèves.

7.1.4 Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

Les quatre premiers principaux thèmes abordés par les centres et services prestataires d'éducation sexuelle (n=49) ne varient pas depuis 2016³¹. Ce sont l'éducation sexuelle générale (96 %), la prévention VIH/IST (94 %), les relations, amour, amitié (94 %), l'orientation sexuelle et la diversité (88 %). Toutefois, avec 88 %, la santé reproductive fait désormais nouvellement partie des questions prioritaires abordées en éducation sexuelle. Le thème de la santé mentale a fortement augmenté par rapport à l'année précédente, de 50 % en 2019 à 65 % en 2020. La stratégie nationale «[Santé 2030](#)», dont la promotion de la santé mentale constitue un axe important, semble produire des effets. Comme les années précédentes, la thématique concernant la sexualité et le handicap (51 %) et celle de l'excision E/FGM (39 %)³² arrivent en queue de liste. Toutefois, il est réjouissant de constater qu'une augmentation a été enregistrée et que ces questions gagnent donc en pertinence. Comme autres thèmes, 8 % des centres et services ont mentionné le consentement et ont répondu aux questions ouvertes des jeunes.

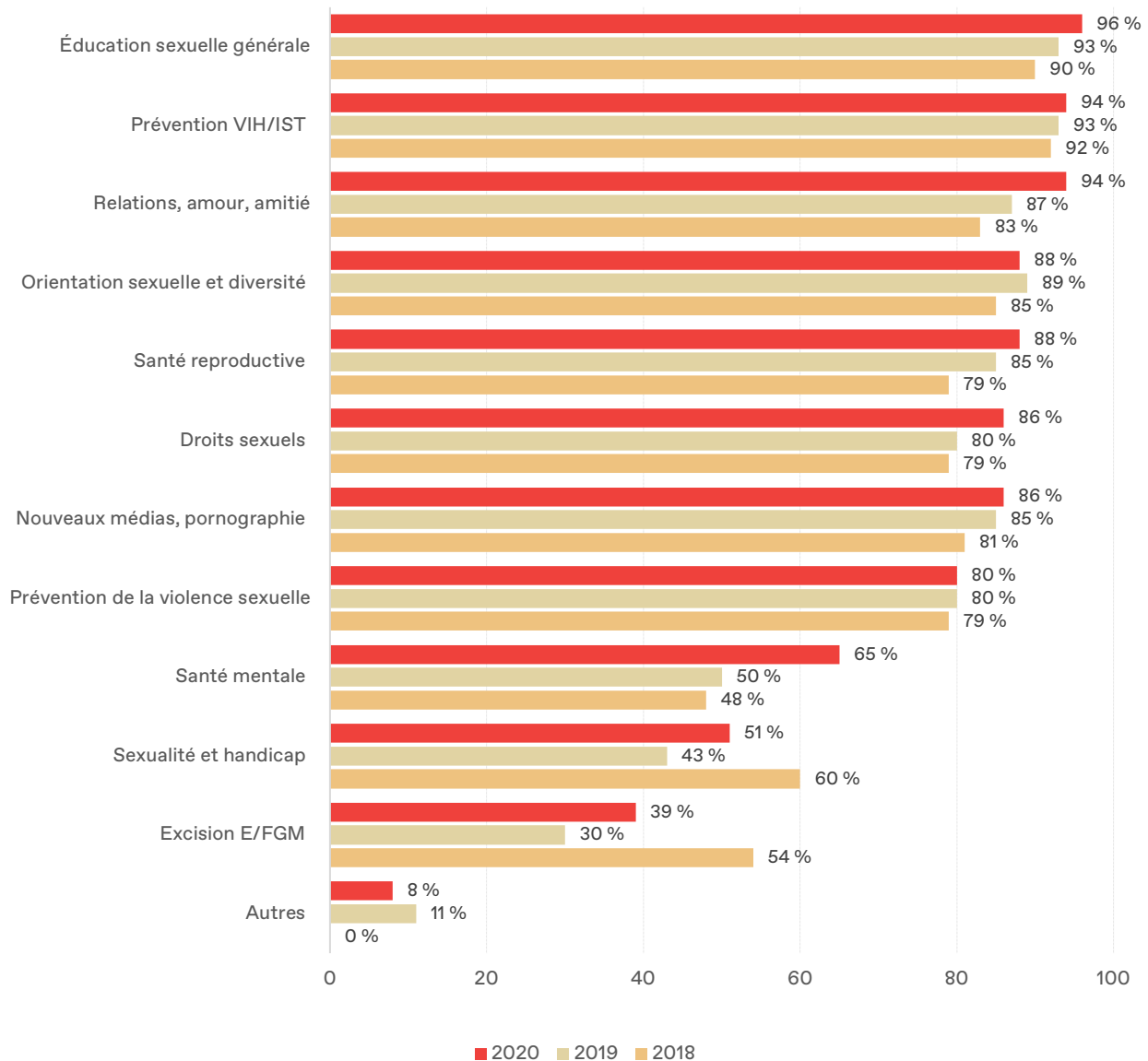
Dans l'ensemble, ces résultats démontrent une nouvelle fois cette année que l'éducation sexuelle proposée par les centres et services de santé sexuelle ne se limite pas à la seule prévention des risques, mais qu'elle s'inscrit au contraire dans le concept d'une approche holistique de l'éducation sexuelle.

Remarque: Les principaux thèmes traités par les divers centres prestataires qui sont présentés sur le site www.educationsexuelle-ecole.ch émanent des données du monitoring.

³¹ Plusieurs mentions possibles.

³² Pour la première fois, la question portait explicitement sur l'excision E/FGM. La catégorie migration a été supprimée.

III. 8: Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire en comparaison et en %, 2020 (n=49), 2019 (n=46)



Exemple de lecture: 65% des centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent la santé mentale comme un des thèmes principaux.

7.1.5 Conseil spécialisé au personnel enseignant

Pour la deuxième fois, les centres et services avaient la possibilité d'indiquer s'ils avaient fourni du conseil spécialisé au personnel enseignant. 73 % des prestataires intervenant en milieu scolaire ont répondu à cette question par l'affirmative [2019: 46 %]. 36 % d'entre eux ont indiqué le nombre de consultations spécialisées qu'ils ont dispensées: total 413 [2019: 404, 62 %].

7.1.6 Approche par les pairs en milieu scolaire

En 2020, 22 % des centres et services (11 sur 49) prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire ont également proposé une approche par les pairs [2019: 17 %]. Ceux-ci sont situés dans 7 cantons BE (Thoune), FR, GR, SG, TI, VD, VS (5 prestataires). [2019: 17 % TI, VS, VD, 2018: 23 % AG, FR, GR, VD, VS, ZH]³³. De ces 11 prestataires, 3 d'entre eux ont fourni des données sur le nombre de classes [2019: 7]. 229 classes ont pu bénéficier de l'offre d'une approche par les pairs [2019: 177]. Des 11 prestataires, 4 d'entre eux ont fourni des données sur le nombre d'élèves [2019: 6]. Selon ces données, 5.719 élèves au total ont bénéficié de cette offre [2019: 2.216]. Comme l'année dernière, le prestataire le plus important est la Fondation PROFA dans le canton de Vaud avec son projet «Georgette in Love». Mais de nombreux élèves ont également pu bénéficier de cette offre grâce au centre de Saint-Gall et au centre Empreinte/Le Tremplin de Fribourg.

7.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)

7.2.1 Offre d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire

Au total, 75 % des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne 2020 (51 sur 68) proposent des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire [2019: 79 % 2018: 69 %, 2017: 68 %]. 35 % d'entre eux sont au bénéfice d'un mandat (18 sur 51)³⁴ [2019: 43 %]. Comme l'année dernière, un quart (25 %) des prestataires interviennent exclusivement en milieu extrascolaire [2019: 26 %].

7.2.2 Nombre de prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)

Sur les 51 prestataires d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire, 34 fournissent des données sur le nombre d'interventions, soit un total de 183 [2019: 35 centres/ 792 interventions]. 32 prestataires ont enregistré le nombre de bénéficiaires, soit un total de 3.141 [2019: 9.562]. La réduction du nombre d'interventions (autour de 77 %) et par conséquent du nombre de bénéficiaires est due à l'année de la pandémie.

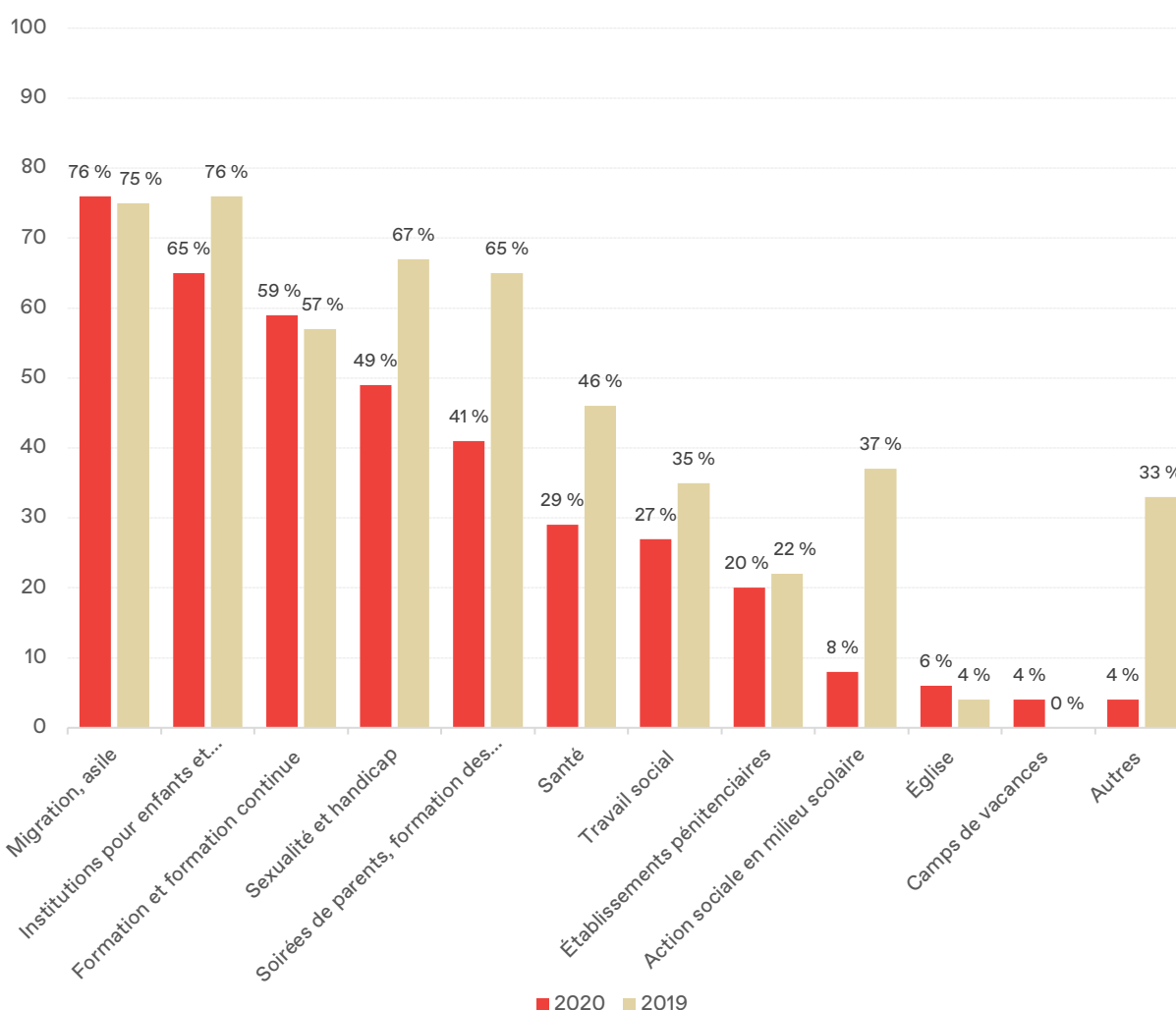
Le nombre de prestataires et les cadres dans lesquels ils sont intervenus (setting) ont été répertoriés (III. 9). Le taux d'interventions le plus important se situe dans le domaine de la migration et de l'asile 76 % [2019: 74 %], suivi de celui des institutions pour enfants et adolescent.es, 65 % [2019: 76 %] et en troisième position de celui de la formation et formation continue, 59 % [2019: 65 %]. Les camps de vacances sont mentionnés en dernier lieu, 4 % [2019: pas de données]. Pour la première fois, les prestataires ont fourni des données sous «Autres». Ainsi, parmi les autres cadres d'intervention, il est

³³ Le total des classes (données de 3 centres) et le total du nombre d'élèves (données de 4 centres) n'ont pas pu être évalués en raison de données incomplètes.

³⁴ Deux centres n'ont pu répondre à la question.

fait mention de consultations en ligne, d'interventions dans les Hautes écoles spécialisées, dans les garderies et autres services spécialisés. Ces autres cadres d'intervention montrent que les centres prestataires ont dû s'adapter de diverses manières durant l'année de la pandémie afin de pouvoir continuer à fournir leurs prestations.

III. 9: Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention, en comparaison et en %, 2020 (n=49), 2019 (n=46)



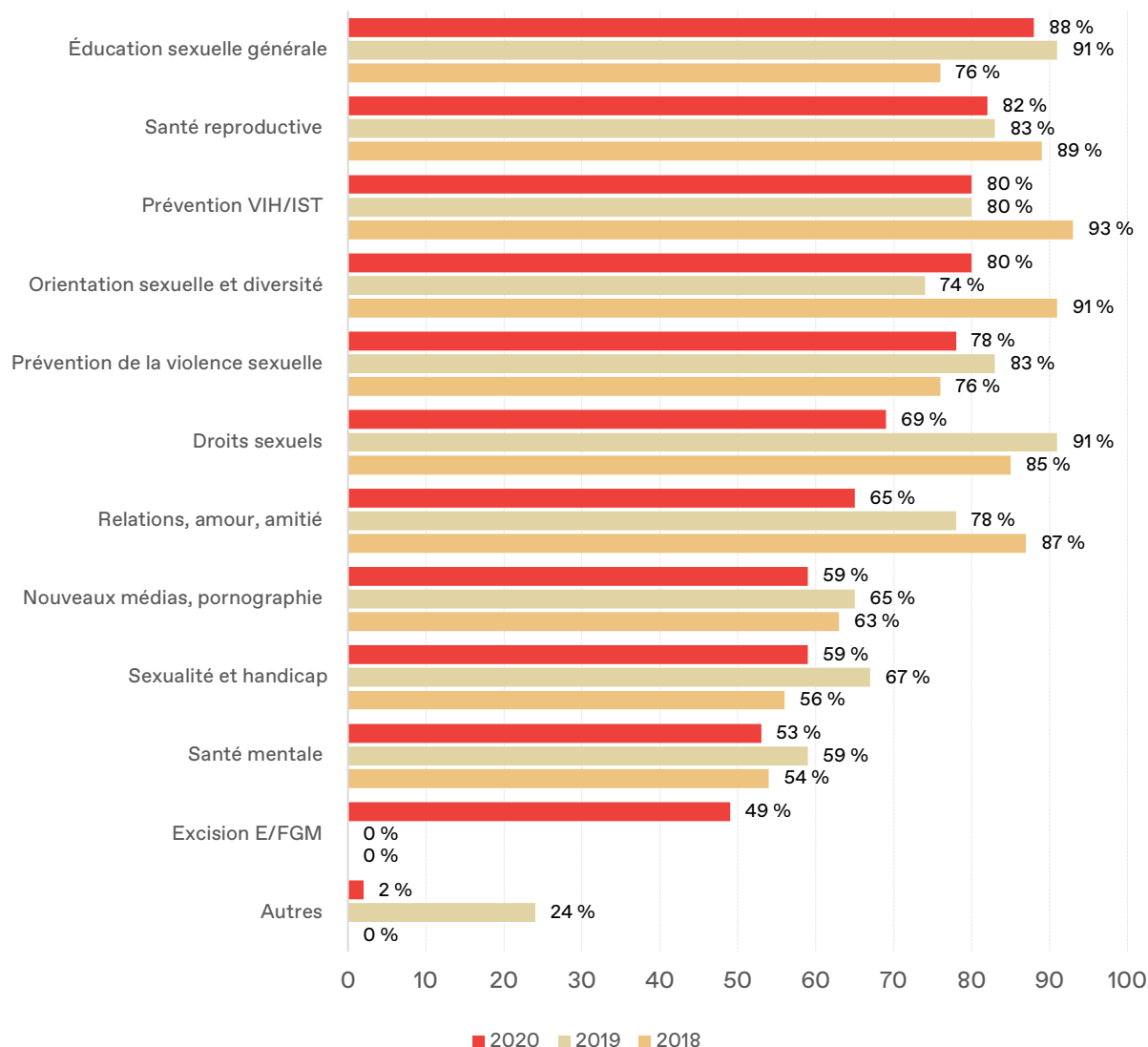
Exemple de lecture: En 2020, 65 % des centres prestataires d'éducation sexuelle ont fourni des prestations dans le cadre «Institutions pour enfants et adolescent.es» alors qu'en 2019 le pourcentage était de 76 %.

7.2.3 Principaux thèmes d'éducation et de formation à la santé sexuelle abordés en milieu extrascolaire

Les premiers principaux thèmes abordés par les 51 prestataires d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire sont les suivants: éducation sexuelle générale (88 %), santé

reproductive (82 %), prévention VIH/IST et orientation/diversité sexuelle (80 % chacun) et prévention de la violence sexuelle (78 %). Voir la comparaison avec les thèmes principaux des années 2018–2020 (Ill. 10).

III. 10: Principaux thèmes abordés en milieu extrascolaire, comparaison 2018–2020 (n=51), en %



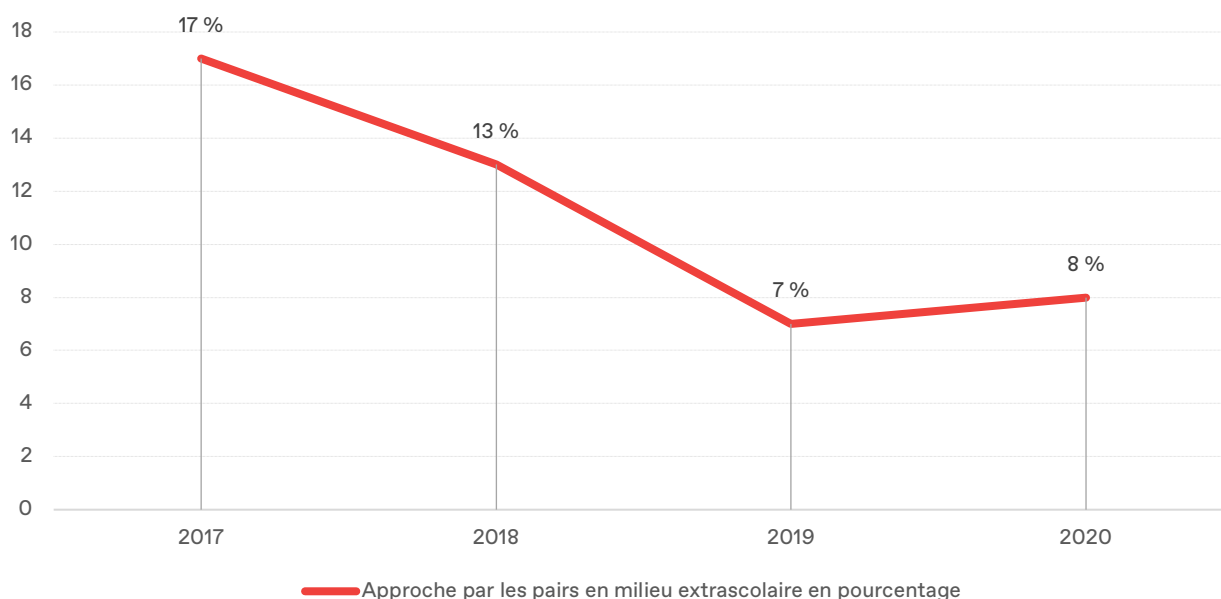
Exemple de lecture: En 2020, le thème «Droits sexuels» a été mentionné par 69 % des centres, alors qu'en 2019, avec 91 % et en 2018 avec 85 %, il figurait encore dans les 4 thèmes principaux.

7.2.4 Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire étaient menées selon l'approche par les pairs, 4 prestataires ont répondu par l'affirmative dans les cantons GR (Aids-Hilfe Graubünden), TI (Zonaprotetta), VD, (Fondation PROFA

Centre de compétences VIH-IST Lausanne), VS (Antenne Sida du Valais romand). L'offre s'est légèrement accrue par rapport à 2019, soit 8 % [2019: 7 %] (voir ill. 11)³⁵.

Ill. 11: Prestataires proposant une approche par les pairs en milieu extrascolaire. En % de l'ensemble des prestataires en éducation et formation à la santé sexuelle 2017–2020.



Exemple de lecture: En 2020, 8 % des centres prestataires en milieu extrascolaire ont proposé une approche par les pairs.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 7: Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle

Les chiffres démontrent très nettement que de nombreux élèves ont été privés de cours d'éducation sexuelle en raison de la pandémie, d'où l'importance d'ancrer à l'école une éducation sexuelle holistique, dispensée de manière régulière et adaptée à tous les âges, afin que tous les élèves aient accès à l'information et à l'éducation.

Le conseil spécialisé au personnel enseignant a fortement augmenté en 2020 malgré la pandémie. Il est possible qu'au vu des circonstances, les enseignant-es aient eu plus de temps pour se pencher sur le contenu de l'offre pendant la pandémie. Il convient donc d'observer l'évolution des chiffres au cours des prochaines années.

³⁵ Gesamtsumme Interventionen (Angaben aus 2 Stellen) und Anzahl Teilnehmende (Angaben aus 2 Stellen) konnten aufgrund unvollständiger Angaben nicht ausgewertet werden.

Il est frappant de constater qu'en milieu scolaire, le thème «Santé mentale» connaisse une si forte augmentation. La stratégie nationale «[Santé 2030](#)», dont un des axes principaux est la promotion de la santé mentale, semble produire des effets. Le thème «Sexualité et handicap» est également passé de 43 % à 51 %, ce qui est réjouissant et demande à être suivi de près.

Bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle:

Bien qu'en raison du confinement le nombre de prestations en éducation sexuelle ait été moins important, les centres et services spécialisés ont continué d'être sollicités. Au niveau financier, des contrats de prestations ont en partie dû être renégociés avec les cantons, les prestations ne pouvant évidemment pas être réalisées en 2020 comme il était convenu. Certains services ont eu beaucoup de mal à éviter un déficit.

8 Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Nous remercions vivement les nombreux centres et services qui ont complété l'enquête en ligne menée dans le cadre du monitoring 2020.

Notions nouvelles concernant le recensement du sexe des personnes bénéficiaires

Dans le domaine Grossesse et le domaine Contraception, nous avons renoncé aux données concernant le sexe des personnes bénéficiaires. Bien que 50 à 65 % des centres de consultation aient fourni des données à ce sujet, ce qui est très réjouissant, la question n'était pas conceptualisée de manière à livrer des données suffisamment précises. Pour le monitoring 2021, il conviendra de prendre en compte les trois aspects suivants:

- 1) **Recensement du sexe lors des consultations:** La manière dont les centres de consultation et les hôpitaux recensent cette donnée demeure peu claire. Pour l'enquête, il serait important que les personnes aient la possibilité d'indiquer elles-mêmes le sexe auquel elles appartiennent.
- 2) **Élargissement de la notion de genre:** Le recensement des personnes non-binaires constitue une catégorie supplémentaire mais ne couvre pas la diversité des genres. Dans l'enquête 2021, le terme «non-binaire» sera remplacé par le terme générique «divers» qui intègre en plus les personnes genderfluid, genderqueer, agender, etc.
- 3) **Amélioration de l'enquête:** L'enquête ne posait pas de manière suffisamment claire la question des personnes bénéficiaires, à savoir comment est réparti le nombre des bénéficiaires directement concernés (dossiers) et le nombre des bénéficiaires, personnes accompagnantes comprises. Par conséquent, il n'a pas été possible non plus de faire état de manière précise du sexe des personnes bénéficiaires. Dans l'enquête 2021, il sera demandé de mentionner le sexe des personnes bénéficiaires (dossiers), sans les personnes accompagnantes

Fonds pour la contraception et l'interruption de grossesse

De mai à décembre, nous avons pu ouvrir avec la Chaîne du Bonheur un fonds pour la contraception et l'interruption de grossesse destiné aux personnes qui, en raison de la pandémie du Covid, se sont retrouvées en difficultés financières. Par le biais d'une procédure facilitée, les centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons ont pu déposer une demande de financement pour les personnes usagères, tandis que SSCH se chargeait du traitement des demandes et de l'administration. Au total, 212 personnes et ménages ont ainsi pu obtenir de l'aide financière pour des moyens de contraception et pour couvrir des frais non pris en charge en cas d'interruption de grossesse.

Moyens de contraception délivrés

Le rapport 2020 ne livre pas un aperçu détaillé des moyens de contraception qui ont été délivrés dans les différents centres de consultation. Cela est dû à une erreur dans l'enquête. Nous prions les centres de continuer à documenter ces informations.

Consultation en «contraception masculine»

Pour la première fois, les consultations dans le domaine de la contraception masculine ont fait l'objet d'un recensement. Il est réjouissant de constater que 40 consultations ont été menées dans ce domaine. Lors du monitoring 2021, SSCH enregistrera le nombre de bénéficiaires (dossiers) et celui des personnes accompagnantes, afin de pouvoir mieux comparer les chiffres relatifs aux personnes.

À l'avenir, les centres de consultation seront de plus en plus contactés par des personnes avec pénis et par des couples souhaitant obtenir des conseils en matière de contraception masculine. Il y a encore beaucoup à faire en Suisse (et dans le monde) avant que de bonnes solutions, sûres et abordables, puissent être proposées (en plus du préservatif et de la vasectomie). SSCH continuera à suivre ce thème.

Contraception d'urgence

Ce sont surtout les centres de santé sexuelle dotés d'un personnel médical qui proposent la contraception d'urgence. Les centres non médicalisés ont cependant également la possibilité de déposer une demande auprès de leur canton. Pour rappel, l'Office fédéral de la santé publique a émis en 2004 une recommandation allant dans ce sens. Si vous souhaitez plus d'informations à ce sujet, n'hésitez pas à nous contacter. Nous sommes là pour vous orienter. Dans 61 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (34 sur 56), au moins une méthode de contraception d'urgence était proposée [2019: 53 % , 2018: 54 %]. Sur ces 34 centres, tous ont indiqué délivrer une contraception d'urgence hormonale et dans 59% de ces centres (20 sur 34)³⁶, il était possible d'obtenir la pose d'un dispositif intra-utérin DIU (stérilet) d'urgence [2019 : 57 % , 2018: 34 %].

Dépistage des infections sexuellement transmissibles

Le nombre de centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST est élevé et de plus en plus de centres élargissent leur gamme de tests. Désormais, 88 % des centres proposant le dépistage des IST effectuent les tests des «Big Five». SSCH s'en réjouit. En effet, après entretien de clarification, les personnes concernées peuvent effectuer tous les tests nécessaires dans le même centre et ne doivent pas être orientées ailleurs. Les centres qui souhaitent mettre en place une offre de dépistage ou développer leur gamme de tests peuvent aussi compter sur le soutien de l'Aide Suisse contre le Sida. Par le biais de collaborations avec des laboratoires privés, il est alors souvent possible de proposer le dépistage des IST à des prix avantageux. Si nécessaire et sur demande, nous vous indiquerons volontiers le nom de la personne de référence.

³⁶ Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE, BS, FR, VD, ZH

Éducation sexuelle en milieu scolaire

C'est encore et toujours au niveau de l'école enfantine que l'offre est la moins développée. SSCH considère qu'il est important que les jeunes enfants aient également accès à une offre spécialisée et qualifiée en matière d'éducation sexuelle. SSCH recommande donc aux centres et services spécialisés de proposer pour ce niveau une éducation sexuelle holistique et de faire valoir comme argument, en termes de santé publique, l'importance d'une éducation précoce positive pour le renforcement de la santé mentale de l'enfant.

Une tendance positive se dessine dans le domaine de l'éducation sexuelle par les pairs. Les années à venir nous indiqueront si elle se confirmera par une augmentation des services proposant ces prestations.

CONTACT

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Céline Berset

celine.berset@sexuelle-gesundheit.ch

+41 31 311 44 08

Annexe – Liste des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne 2020

*Centres de consultation en matière de grossesse reconnus, loi RS 857.5
(67 sur 73 = 89 %)*

cantons	services spécialisés	Emplacement
AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Beratungsstellen sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Bern, Biel, Burgdorf, Interlaken, Thun
BL	Kantonale Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen, Fachstelle sexuelle Gesundheit	Liestal, Binningen
BS	Schwangerschaftsberatungsstelle Basel-Stadt	Basel-Stadt
FR	Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit	Freiburg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genf
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar - Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Chur
JU	Centre de Santé Sexuelle – Planning Familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe - Fachstelle für Lebensfragen	Luzern
NE	Centre de santé sexuelle - Planning familial	La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel
SG (AI, AR)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SH	Beratungsstelle für Partnerschaft und Schwangerschaft	Schaffhausen
SO	Fachstelle Beziehungsfragen Kanton Solothurn	Grenchen, Breitenbach, Olten, Solothurn
SZ	Triaplus AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consultori di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Mendrisio
UR	Schwangerschaftsberatungsstelle Uri	Altdorf
VD	Fondation PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VS	SIPE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig
ZG	eff-zett das fachzentrum Sexual- und Schwangerschaftsberatung Zug	Zug
ZH	Schwangerschaftsberatungsstellen an den Spitälern	Zürich, Zürich (Triemli), Bülach, Horgen, Winterthur, Limmattal

*Autres services spécialisés proposant éducation et formation à la santé sexuelle
(20 sur 22 = 91 %)*

cantons	services spécialisés	Emplacement
BE	Aids Hilfe Bern, Berner Gesundheit, APESE/santé bernoise	Bern
BE	Berner Gesundheit	Bern
BE	APESE/santé bernoise	Bern
BS/BL	Aids-Hilfe beider Basel	Basel
FR	Empreinte/le Tremplin	Fribourg
GE	Service de santé de l'enfance et de la jeunesse SSEJ	Genf
GR	Aidshilfe Graubünden	Chur
JU	AJDAES Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle	Bure
LU	S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz	Luzern
SG	Fachstelle für Aids- und Sexualfragen	St.Gallen
SZ	Gesundheit Schwyz	Goldau
TG	Perspektive Thurgau, Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik	Weinfelden
TI	Zonaprotetta	Lugano
VD	PROFA – Centre de compétences VIH-IST	Lausanne
VD	PROFA – Service d'éducation sexuelle	Renens
VS	Antenne Sida du Valais Romand	Sion
VS	Aidshilfe Oberwallis	Visp
ZH	liebesexundsoweiter, sexualpädagogik & beratung	Winterthur
ZH	Lust& Frust Fachstelle für Sexualpädagogik und Beratung.	Zürich
ZH	SpiZ – Sexualpädagogik in Zürich	Zürich

Autres centres spécialisés en matière de grossesse et de conseil indépendant sur le diagnostic prénatal (2 sur 2 = 100 %)

cantons	services spécialisés	Emplacement
ZH	Appella – Telefon- und Onlineberatung Zürich	Zürich
ZH	Verein ganzheitliche Beratung und kritische Information zu pränataler Diagnostik	Zürich

